



La Mairie de Tignes recherche
UN JURISTE (H/F)
Cadre d'emplois des attachés territoriaux
Recrute par liste d'aptitude, par voie de mutation ou à défaut contractuel

Placé(e) sous la responsabilité du chef de service des Affaires juridiques et de la Commande publique, l'agent apportera une expertise juridique dans tous les domaines de compétence de la collectivité et sera en charge des missions suivantes :

- CONSEIL ET ASSISTANCE JURIDIQUES AUPRES DES ELUS, DE LA DIRECTION GENERALE, DES SERVICES ET DES PARTENAIRES EXTERNES (REGIE DES PISTES, REGIE ELECTRIQUE/SERVICES DES EAUX, SEM TIGNES DEVELOPPEMENT)
- ACCOMPAGNEMENT DES SERVICES DANS L'ELABORATION ET LE SUIVI DES PROJETS ET SENSIBILISATION SUR LES RISQUES ENCOURUS PAR LA COLLECTIVITE
- SECURISATION DES ACTES JURIDIQUES DE LA COLLECTIVITE (délibérations, décisions, arrêtés, contrats, conventions...) PAR UN CONTROLE PREALABLE DES ACTES
- SUIVI ET ANALYSE DE L'IMPACT DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES ET JURISPRUDENTIELLES POUR LA COLLECTIVITE PAR LA MISE EN PLACE D'UNE VEILLE JURIDIQUE PROSPECTIVE
- GESTION DES PRECONTENTIEUX OU DES CONTENTIEUX EN LIAISON AVEC LES SERVICES CONCERNES ET LES CONSEILS EXTERNES
- DEVELOPPEMENT ET ANIMATION DES PARTENARIATS AVEC LES PROFESSIONNELS DE DROIT
- CONCEVOIR ET SUIVRE LES CONTRATS LIEES A LA COMMANDE PUBLIQUE
- ASSURER L'ORGANISATION, LE PILOTAGE ET LE SUIVI DU CONSEIL MUNICIPAL ET DES COMMISSIONS MUNICIPALES PREPARATOIRES EN COORDINATION AVEC LA DIRECTION GENERALE
- SUPERVISER LE SERVICE « CITOYENNETE » (incluant l'accueil de la Mairie et l'Etat Civil -3,5 ETP)

Profil recherché

- Connaissances solides en droit public (droit administratif général, droit des collectivités territoriales, droit des finances publiques, droit de la fonction publique, droit de la commande

publique, droit de l'urbanisme et de la domanialité publique, contentieux administratif et droit de la montagne) ;

- Connaissance du cadre juridique et du fonctionnement des collectivités locales indispensable ;
- Connaissance de l'environnement territorial des collectivités de montagne ;
- Connaissance souhaitée en droit privé (notamment droit civil, droit immobilier, droit de la propriété intellectuelle) ;
- Capacité à comprendre le droit, la règle de droit notamment au regard de la complexification de la réglementation et l'imbrication des différentes branches du droit ;
- Maîtrise des procédures contentieuses publiques et privées ;
- Maîtrise des outils bureautiques (Pack Office) et des bases de données juridiques ;
- Excellente capacité rédactionnelle et maîtrise des techniques spécifiques au secteur juridique (structuration et rédaction d'un mémoire, écrits juridiques, analyse juridique assortie de propositions opérationnelles ...) ;
- Autonomie et rigueur dans l'organisation, la réalisation et le contrôle du travail ;
- Capacité à prioriser et à gérer les délais ;
- Réactivité et adaptabilité notamment pour gérer les urgences ;
- Sens de la discrétion et de la confidentialité ;
- Bon relationnel, esprit d'équipe et capacité d'accompagnement et de conseil ; échanges fréquents d'informations avec le supérieur hiérarchique ;
- Capacité managériale.

De formation supérieure en droit public (niveau Master II), vous disposez, de préférence, d'expériences réussies sur un ou des postes similaires.

Conditions de travail

Poste à temps complet

Horaires fixes

Disponibilité liée à la présence requise aux réunions des assemblées délibérantes

Rémunération : Statutaire + régime indemnitaire + Prime semestrielle

Possibilité de logement et autres avantages.

La Ville de Tignes est une station d'altitude située à 2 100 m d'altitude en Haute tarentaise en Savoie (surclassement administratif 20 000 – 40 000 habitants)

Cette particularité nécessite une organisation spécifique et l'inscription des services dans la dynamique de développement de la station.

Adresser votre candidature à mairierecrutement@tignes.net (lettre de motivation + CV détaillé)

Date de recrutement : 01/11/2021

Date limite de candidature : 08/10/2021